

<https://www.aefinfo.fr/depeche/685233>

✍ Erwin Canard

🕒 9 min read

Collège : les syndicats jugent les mesures annoncées insuffisantes et inefficaces

"Une heure supplémentaire de soutien en 6e ne résoudra pas les difficultés", estime le Snuipp-FSU le 4 janvier 2023, après les annonces sur le collège de Pap Ndiaye. Cette mesure interroge aussi "l'organisation entre enseignants et professeurs du 2nd degré". Le Snes-FSU juge les mesures "cosmétiques" et pointe un "énième cafouillage" sur la revalorisation. Pour le SE-Unsa, les annonces sont "superficielles". Il alerte sur "l'opérationnalité de la généralisation de la 6e tremplin", qui est déployée "avant d'avoir été évaluée", pointe le Snalc. SUD proteste contre "des missions supplémentaires".



L'heure de renforcement en maths et français au collège annoncée par le ministre ne satisfait pas les syndicats. MaxPPP

Après le primaire et le lycée, lors du quinquennat précédent, c'est au tour du collège. Pap Ndiaye a annoncé, le 4 janvier 2023, une série de mesures concernant ce niveau ([lire sur AEF info](#)) :

- la création en 6e d'une heure hebdomadaire de renforcement ou d'approfondissement en français ou en mathématiques, par petits groupes, assurées par des professeurs des écoles,
- le dispositif "Devoirs faits" obligatoire en 6e,
- le renforcement des enseignements en cours moyen,
- le lancement d'une concertation, dans les prochaines semaines, sur l'évolution des classes de 5e, 4e et 3e.

"L'heure supplémentaire en 6e ne résoudra pas les difficultés" (Snuipp)

Pour Guislaine David, secrétaire générale du [Snuipp-FSU](#) interrogée sur *France info*, "une heure supplémentaire de soutien en 6e ne résoudra pas les difficultés". En outre, "ces enseignants vont aller dans les collèges en journée de classe, il va falloir qu'ils aillent le soir, après la classe, faire ces heures-là", proteste la professeure, contestant le "faire plus pour gagner plus".

Ce dispositif interroge également, selon elle, "l'organisation entre enseignants et professeurs du second degré. Il faut se coordonner parce qu'il ne faut pas intervenir d'une autre façon que le professeur de collège pour ne pas entraver son travail". Plus globalement, "s'il y a difficultés pour ces élèves qui rentrent en sixième, il faut régler les difficultés avant, c'est-à-dire qu'il faut pointer ce qui ne va pas dans l'organisation du système de l'école primaire".

Le Snuipp-FSU revendique "l'abaissement des effectifs dans toutes les classes" et l'augmentation du nombre "d'enseignants spécialisés dans toutes les écoles qui permettraient d'avoir des petits groupes".

des mesures "cosmétiques" qui "ne répondent pas aux préoccupations" (Snes, snuep, snep)

Même son de cloche du côté du [Snes-FSU](#), du [Snuep-FSU](#) et du [Snep-FSU](#). Dans un communiqué commun du 5 janvier, les syndicats jugent les annonces "très cosmétiques".

"Enfermé dans le carcan des suppressions de postes et de la baisse de moyens humains, le ministre est incapable de répondre aux préoccupations centrales des personnels : revalorisation, baisse des effectifs dans les classes et amélioration des conditions de travail".

Ils évoquent un "saupoudrage d'heures de soutien", "un dispositif léger et contestable, sans cadre national, ni moyens dédiés", alors "qu'il existe un important noyau d'élèves en grande difficulté en 6e, le ministre impulse".

De son côté, le ~~SE-Unsa~~ SE-Unsa, dans un communiqué, qualifie "la réponse apportée pour le collège" de "superficielle", d'autant qu'elle "s'appuie sur l'expérimentation '6e tremplin' à peine débutée dont on voit déjà les limites organisationnelles". Le dispositif de "6e tremplin" est testé dans l'académie d'Amiens depuis septembre dernier et concerne six collèges ([lire sur AEF info](#)) (1).

Selon le syndicat, "l'opérationnalité de cette généralisation est fortement interrogée, en particulier pour permettre à des professeurs des écoles d'intervenir durablement au collège, en plus de leurs cours avec leurs élèves. Les premiers mois montrent une satisfaction pour les professeurs et les élèves. Néanmoins, l'accumulation des heures supplémentaires et des déplacements pour des interventions sur la pause méridienne ou le mercredi matin (pour ceux qui sont en semaine de 4 jours dans leur école) menacent la motivation sur le long cours."

Les syndicats de la FSU et le SE-Unsa formulent les mêmes demandes : "des effectifs moins nombreux", des mesures afin de "soutenir le travail commun entre les professeurs des collèges et des écoles au sein du conseil de cycle 3, sur le temps de service", ainsi que l'augmentation du nombre d'enseignants spécialisés des ~~Rased~~ Rased".

"remise en cause des statuts des professeurs des écoles" (FO)

Pour la ~~Fncp-FP-FO~~ Fncp-FP-FO, les annonces de Pap Ndiaye sont "inacceptables". Il s'agit, selon le syndicat, de "remettre en cause les statuts des professeurs des écoles, remettre en cause l'enseignement disciplinaire dispensé par des professeurs certifiés ou agrégés dans les collèges tout en continuant à supprimer des postes".

Et, ajoute FO, "d'autant plus qu'il y a fort à parier que les professeurs des écoles seront invités à intervenir au collège dans le cadre du pacte".

La Fnec-FP-FO revendique le "respect du statut des différents corps enseignants", "l'annulation des suppressions de postes prévues", la "création de tous les postes nécessaires" et une "augmentation indiciaire pour tous les personnels sans contrepartie".

"une fois encore, une expérimentation est généralisée avant d'être évaluée" (Snalc)

Le ~~Sgen-CFDT~~ voit les mesures annoncées comme une "charge de travail supplémentaire ou une incitation au travailler plus pour gagner plus" et pointe le fait que l'expérimentation, étendue, "des classes de 6e tremplin de l'académie d'Amiens n'a que quatre mois et dont on n'a évidemment pas évalué les effets ni la capacité à la tenir à long terme".

L'organisation demande "des précisions quant à la mise en œuvre de ces mesures" et revendique "de traiter la question des temps de concertation et de leur reconnaissance" ainsi que "redonner son importance à la boussole que doit être le socle commun de connaissances, de compétences et de culture".

Le ~~Snalc~~ regrette "qu'une fois encore, une expérimentation (la 6e tremplin dans l'académie d'Amiens) est généralisée avant d'être évaluée". En outre, il estime que les "professeurs des écoles ne sont pas demandeurs" d'assurer des heures de renforcement en collège. Et de demander : "Cette heure est-elle financée en plus, ou bien retire-t-on quelque chose de l'emploi du temps pour la mettre en place ?"

Le Snalc "demande en sixième une heure de français et une heure de mathématiques en plus, avec les moyens permettant de faire des groupes à effectifs réduits, assurées par les professeurs du collège", ainsi qu'un "rattrapage salarial pour tous sans contrepartie, l'abandon du pacte et une revalorisation pluriannuelle".

"baisser le nombre d'élèves par classe" (SUD)

Pour ~~SUD~~-Éducation, qui réagit dans un communiqué, "le dispositif Devoirs faits est révélateur de la politique du ministère depuis Blanquer : un dispositif est arbitrairement généralisé au détriment d'autres". Or, pour le syndicat, "la lutte contre les inégalités et les

difficultés scolaires ne doit pas être conditionnée à la mise en place de dispositifs reposant sur des missions supplémentaires".

Aussi, "l'intervention de professeurs des écoles en 6e interroge quant à ses modalités d'application : quel temps de concertation est prévu entre les enseignants des écoles et des collèges ? Sur quel volume horaire ces enseignements auront-ils lieu ? Comment seront-ils articulés avec les autres heures de français et de mathématiques ? Quelle serait la prise en charge des frais de déplacement occasionnés par cette intervention sur un autre établissement ?"

SUD "demande davantage de moyens pour baisser le nombre d'élèves par classe et garantir un meilleur accompagnement des élèves ainsi que des formations afin de mettre en œuvre une école réellement inclusive".

Enfin, la F.C.P.E. estime que les mesures prévues ne sont "réalistes ni suffisantes vu l'ampleur des défis" et "s'inquiète du bien-être des élèves et du respect du rythme des enfants" dans le cas où "les heures d'accompagnement se mettraient en œuvre uniquement sur des plages hors temps scolaire".

Revalorisation : des syndicats dénoncent un "cafouillage" et de la "com"

Les syndicats ont aussi réagi aux déclarations de Pap Ndiaye sur la revalorisation de la rémunération des enseignants ([lire sur AEF info](#)).

Le Snés-FSU pointe la "contradiction" des propos tenus par Pap Ndiaye. Il a "affirmé qu'il y aurait une revalorisation générale pour tous". Or, "jusqu'ici, Pap Ndiaye a affirmé à plusieurs reprises que les augmentations de rémunération sans condition ne concerneraient que les enseignants du début au milieu de carrière ([lire sur AEF info](#)). Nouvelle approximation ou annonce inattendue d'une augmentation de rémunération sans condition pour toutes et tous ? Au regard des sommes annoncées pour le budget 2023, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un énième cafouillage".

Le syndicat dénonce "la désinvolture et la légèreté avec laquelle la question de la revalorisation des personnels est traitée par le gouvernement" alors que "la situation est

grave". Le syndicat demande "une augmentation des salaires sans contreparties pour toutes et tous" et appelle à la grève 17 janvier ([lire sur AEF info](#)).

Le Snalc s'interroge aussi sur le périmètre de la revalorisation salariale évoquée par le ministre : Pap Ndiaye "a parlé d'une augmentation sociale pour tous les enseignants, contredisant ce qu'il avait exprimé le 16 octobre dernier ('les 20 à 25 premières années de carrière'). Il est temps que le ministère arrête de faire de la com' sur cette pseudo-revalorisation et entre dans le réel des chiffres."

Generated with Reader Mode